

A paraître dans la  
"Revue des échanges de l'AFIDES"  
(Assoc. francophone internationale  
des direct. d'écoles secondaires)  
No spéc. sur la violence, déc. 1986

NA ✓  
BF ✓  
JCB ✓  
CRM. ✓  
HP ✓  
C.M.  
N.S.  
M  
F.O.  
P.H.P.

*à l'attention*  
*Faug*

## VIOLENCES ET ORDRE SOCIAL

Beaucoup de "témoins de notre temps" s'interrogent et s'inquiètent au sujet de la violence qui explose quotidiennement au coeur de nos régions (aéroport, rue, route des vacances, stade de football, parlement, métro, concert rock, etc.) et semble, de jour en jour, gagner en intensité et en horreur ! Sans parler de tous les conflits armés qui, à la surface du globe, concernent souvent autant les populations et des guerriers civils que les militaires...

Cette violence - la plupart du temps jugée sauvage et aveugle - est l'un des plats principaux que les medias servent en permanence aux consommateurs d'actualité et de faits divers. En l'absence d'une définition claire et unanimement acceptée des "situations et faits de violence", la mesure de leur ampleur et de leur prétendue augmentation est problématique et sujette à multiples controverses - d'autant plus qu'entre les actes violents et les discours médiatisés qui les font connaître, il existe toujours une distance non négligeable...

Dans l'interprétation dominante qu'en fournissent les medias, tout se passe comme si la violence n'était - malgré sa présence massive ! - qu'une série d'accidents : les images d'Epinal (simplistes) que la presse écrite et l'audio-visuel véhiculent la caractérisent - brièvement dit - comme une anomalie, une bavure, comme l'affaire de gens incompréhensibles, bref comme la poussée sauvage de graines de violence semées ça et là dans le désordre.

Que des journalistes "à sensation" et certains leaders d'opinion noircissent délibérément le tableau, grossissent le danger et amplifient l'insécurité ne doit pourtant pas (a contrario) conduire à banaliser ou à nier l'importance du phénomène: aucun analyste sérieux ne peut prétendre que la violence est à l'heure actuelle "un épisode superficiel et passager".

Comment est-il possible que des êtres humains agressent, battent, blessent, torturent, mutilent, tuent d'autres êtres humains? Pourquoi la violence? Comment l'expliquer? Ces questions surgissent régulièrement en filigrane dans les enquêtes policières et les cours de justice, aussi bien que dans les comptes-rendus que les médias donnent d'agressions, de bagarres, de viols, d'actes de terrorisme, etc. Elle se pose également aux sciences humaines dont le rôle est cependant de prendre quelque distance à l'égard des émotions les plus à fleur de peau. Parmi les nombreuses directions, en général liées entre elles, que peut prendre la réflexion sur la violence, nous privilégierons ici une approche socio-politique. L'interrogation porte sur les relations entre le recours à la force physique et le maintien de l'ordre social dans les sociétés modernes, c'est-à-dire la conservation d'un agencement spécifique, relativement stable mais historiquement contingent, des rapports entre les êtres humains.

Alors qu'en 1980 la menace terroriste était au coeur du débat en RFA et que la ville de Brême venait d'être le théâtre de graves "émeutes" de jeunes, les sociologues allemands réunis en congrès dans cette ville avaient invité Norbert Elias à traiter de la question sous le titre "Civilisation et violence", dans une conférence destinée au "grand public". A la surprise des organisateurs, ce vénérable octogénaire avait attiré non seulement un nombreux public intellectuel et cultivé de la ville, mais également une foule de jeunes gens et de jeunes filles. La salle de l'hôtel-de-ville ne put les contenir tous, du moins sur les sièges. Mais la pression des jeunes fut telle qu'ils furent finalement admis et se massèrent en cercle, à même le sol comme dans une école médiévale, autour de la chaire de l'orateur.

En sociologue qu'il est, Elias commence alors par réfuter le point de vue que soutiennent Lorenz et d'autres chercheurs, selon lequel l'être humain serait le siège d'un "instinct agressif" analogue à l'instinct sexuel et qui déclencherait des actes agressifs en quelque sorte "du dedans". Il pense au contraire que des potentiels d'agression (ou de fuite) sont mobilisés dans des situations perçues comme menaçantes et particulièrement dans des situations de conflit. "Ce n'est pas l'agressivité qui déclenche les conflits, ce sont les conflits qui déclenchent l'agressivité".

L'orateur stigmatise ensuite l'habitude de penser, courante en psychologie et dans l'application du droit, et qui tend à expliquer tous les phénomènes humains à partir de l'individu isolé, en ignorant ou en occultant le fait - pourtant patent - que les êtres humains vivent en formations sociales, en groupes, en organisations, etc. qui constituent à tout instant le cadre - champ et limite à la fois - de leurs actions, de leurs pensées et de leurs sentiments, mais aussi de leurs enjeux, de leurs conflits et de leurs alliances.

Enfin, il crée une certaine surprise, même parmi les sociologues présents, en refusant, au moins dans un premier temps, d'entrer en matière sur la question du pourquoi de la violence physique qui, bien qu'importante, n'a de sens que si une réponse est donnée au préalable à une autre question, prioritaire à ses yeux et exactement inverse:

"Comment est-il possible qu'autant de gens (Menschen) puissent normalement vivre ensemble en paix sans craindre d'être battus ou tués par des gens plus forts qu'eux; en paix comme cela s'observe ordinairement de nos jours dans les grands Etats-nations d'Europe, d'Amérique, de Chine ou d'URSS?"

Les sociétés modernes se caractérisent entre autre par le fait de leurs gigantesques dimensions, témoin de leur capacité de gérer la multitude. Jamais encore, dans l'évolution de l'humanité, autant de

gens n'ont vécu ensemble dans des métropoles ou de grands Etats, dans une relative paix sociale, c'est-à-dire sans recours généralisé et désorganisateur à la violence physique. Elias lui-même l'avait compris dès 1939 dans une situation pourtant dramatiquement violente. Dans "La civilisation des moeurs" il notait alors qu'au Moyen Age "les vengeances familiales, les guerres privées, les vendettas n'étaient pas réservées aux nobles: les villes du XVe siècle retentissaient également du vacarme des guerres entre familles et clans ennemis. (...) A cette époque il n'y avait aucune force sociale pour punir de tels agissements. La seule menace, le seul danger qui pesaient sur ces hommes étaient ceux **d'être terrassés par un adversaire plus fort qu'eux.** "

Dans la société médiévale, l'engagement dans des confrontations physiques violentes, des luttes, des combats, des rixes, des tournois, des duels, des vendettas, etc. fait partie de la vie quotidienne. (Faut-il rappeler que cette culture virile - signifiée par exemple à travers les codes de chevalerie - concerne par définition plus les hommes que les femmes ?). L'aptitude à se battre, à parer la menace que la violence des autres fait constamment peser sur l'existence de chacun, à répondre aux coups par des coups plus meurtriers, est alors non seulement vitale (au sens strict du mot), elle est aussi source de reconnaissance sociale et de prestige ainsi que d'un sentiment subjectif de fierté et de plaisir.

Il nous est difficile aujourd'hui d'imaginer la vie des hommes sous ce régime de violence physique privée, omniprésente et permanente. D'abord parce que la plupart d'entre nous ne supportent pas la violence : la seule perspective d'y recourir pour régler un différend ou un conflit provoque un sentiment de rejet, de dégoût, de peur et/ou de honte. Ensuite, parce que nous savons combien le recours effectif à la violence physique est considéré avec mépris par la plupart de nos contemporains et déclenche en plus (selon toute probabilité) l'intervention de la force publique, seule détentrice légitime de la violence physique, dans des limites d'ailleurs fixées par la loi.

On ne saurait ici décrire le jeu des forces sociales et les mécanismes qui ont contribué, à travers plus de cinq siècles, à cette pacification interne des Etats.(1) Le constat suffit qu'entre le Moyen Age et notre siècle la situation est radicalement opposée: le sentiment subjectif dominant à l'égard du recours à la violence physique s'est inversé, le jugement social sur les actes et les compétences liés à la violence physique privée est aujourd'hui très largement négatif et dès lors que les pouvoirs publics disposent du monopole en matière de violence physique, ils répriment et punissent légitimement d'éventuels actes de violence privée. Le tabou de la violence n'est levé que dans des situations bien précises, par exemple dans la compétition sportive, soumise elle-même à des règles strictes dont le respect est contrôlé par un arbitre. Elias pense ainsi que "le plaisir de la lutte et de l'agressivité trouve un exutoire socialement admis dans la compétition sportive. Cela apparaît surtout dans le côté 'spectacle', dans l'attitude de 'rêve éveillé' des spectateurs d'un combat de boxe (...). Cette décharge des pulsions par le spectacle... est un trait particulièrement caractéristique de la société civilisée."

Mais, ce n'est pas le trait le plus fondamental lorsque l'on s'interroge sur les conditions de la pacification (Befriedigung) interne des sociétés modernes. S'appuyant sur les travaux d'un autre sociologue allemand, Max Weber (notamment *Le savant et le politique*, 1919), Elias rappelle que "nous vivons... dans une organisation sociale où les gouvernants disposent de groupes de spécialistes autorisés à recourir à la violence physique, si nécessaire pour empêcher tous les autres citoyens de recourir à ce type de violence." Ce monopole de la violence physique légitime, invention socio-technique

---

**Note:** 1) Norbert Elias les retrace dans "La civilisation des moeurs", sur la base d'une étude minutieuse de l'évolution des préceptes de civilité et de savoir-vivre depuis le Moyen Age. Au moment de sa première parution en 1939 cet ouvrage n'obtint guère d'écho, mais sa réédition en 1969 devint rapidement un succès mondial.

réalisée au cours de plusieurs siècles, joue un rôle essentiel dans la pacification interne (toujours relative et problématique) des vastes groupements humains que les dirigeants sont aujourd'hui capables de "gérer". Le monopole de violence physique est cependant loin de fonctionner sans problème: il est en permanence contesté et menacé, ne serait-ce qu'à cause de la relative indétermination des intérêts qu'il sert. Le monopole a en effet toujours deux fonctions: 1) assurer la paix de tous et de chacun d'une part, mais inévitablement aussi 2) servir et protéger les intérêts particuliers des groupes qui le contrôlent, voire, dans les cas extrêmes, se l'approprient.

De plus, le monopole de la violence physique est incapable en longue durée d'assurer la pacification interne des sociétés. Organes de répression, la police et l'armée ne peuvent exercer leur mission que si la norme du non recours à la violence privée pour régler les différends et les conflits est admise par la majorité des citoyens sur lesquels s'exerce leur pouvoir. A côté de l'arsenal répressif, l'Etat moderne (fondé sur le droit et nommé "social", "protecteur" ou même "providence") a en effet développé de puissants dispositifs conçus pour socialiser, moraliser, et tant que faire se peut "insérer en douceur" - fût-ce dans des marges isolées - toutes les catégories de population qui existent au sein d'une même société et entre lesquelles les différences culturelles, les divergences d'intérêt et d'orientation idéologique (et beaucoup d'autres enjeux encore) représentent un potentiel de conflit et d'agression considérable.

En tant que lieu professionnalisé et organisé de socialisation des jeunes générations hors de la famille et à l'écart des lieux de vie et de travail des adultes, l'école constitue une autre de ces inventions socio-techniques capitales pour le maintien de la paix interne. Par le biais d'une certaine homogénéisation des codes culturels (linguistiques, religieux, scientifiques, etc.), elle contribue à la réduction d'un certain nombre de sources de tensions et de conflits. Par l'intégration précoce des enfants dans une organisation réglée par des normes de travail, de discipline, de moralité et de soumission à

l'autorité, elle favorise chez eux le développement des dispositions caractéristiques des moeurs "civilisées" : la retenue, la modération, l'auto-contrôle de ses pulsions agressives, le sentiment de rejet, de dégoût, de peur et/ou de honte à l'égard du recours à la violence. Mais l'école semble faire plus encore en réussissant à faire penser (ou croire) à chacun 1) que les récompenses et les privilèges sont équitablement distribués - dans l'école d'abord, dans la société ensuite - selon le travail et la valeur de chacun et, plus encore, 2) que ce mode de distribution des récompenses et des privilèges est légitime, "naturel", évident. Chacun est ainsi amené à agir comme s'il pensait que les inconvénients et les privilèges associés à sa position sociale tiennent exclusivement ou principalement à ses propres mérites et à son propre travail. En période normale, le potentiel d'agression lié à l'inégalité des conditions est ainsi très sensiblement réduit.

D'autres inventions socio-techniques contribuent au maintien "pacifique" de l'ordre social. A l'éducation s'ajoutent les dispositifs d'orientation, de sélection, d'encadrement, de protection, de prévoyance, d'assistance et de prise en charge des "inadaptés", de propagande, etc. A travers eux aussi la société accomplit jour après jour un fantastique travail en profondeur sur elle-même pour se (re-)produire! Un immense travail sur les hommes et sur leurs rapports, sur le social! En regard de ce travail et en comparaison avec la société médiévale, ce qui reste de recours à la violence physique dans les sociétés modernes ressemble un peu aux arbres qui cachent la forêt : en temps normal, l'Etat et les classes dirigeantes parviennent à créer un consensus minimal autour des règles du "jeu social entre dominants et dominés" et à contenir dans le registre du symbolique les révoltes engendrées par l'inégalité, l'exploitation, l'abus de pouvoir, l'injustice, la dictature, le racisme, l'exclusion, l'oppression, le "no future".

Mais, si l'exercice de la violence physique est tabou, en parler ne l'est pas. Bien au contraire, comme on l'a déjà dit, les médias lui donnent une large place et, à entendre les diffuseurs, leur audience

(lecteurs, spectateurs et auditeurs) en est friande. Peut-être avons-nous là aussi une forme d'exutoire par la mise en spectacle de la violence (des autres) comme dans le cas du sport. Mais il y a plus, en parlant des actes de violence, les médias les mettent en forme, leur donnent, souvent implicitement, une interprétation unilatérale. Elle tend, en règle générale, à stigmatiser les actes violents (et les acteurs qui les commettent) et, ce qui est plus subtile, à les priver de sens. De plus, la mise en spectacle ne concerne jamais les auteurs des actes de violence seulement, mais aussi la réaction des pouvoirs légaux dont il importe qu'on voie qu'ils interviennent, répriment et maîtrisent la situation. Ce faisant, le discours sur la violence ajoute à la légitimité et à la force (sociale) des pouvoirs en place en renforçant le sentiment de sécurité et en consolidant chez les spectateurs les dispositions individuelles à refuser la violence.

Certes, en cas de crise profonde, le recours à la force physique peut devenir le seul moyen jugé efficace pour ceux qui s'opposent au(x) régime(s) en place. Les exemples que nous connaissons aujourd'hui sont nombreux et la répétition des explosions de violence au quotidien nous sont familières. Chaque situation concrète mériterait bien entendu une analyse détaillée, mais faire référence à tel ou tel pays suffit à rappeler la complexité de la genèse et du développement des affrontements violents : Irlande, Pérou, Liban, Pologne, Afrique du Sud, Nicaragua, Philippines, Iran, Irak, Afghanistan, etc., sans parler des luttes d'influence que se livrent les grandes puissances autour de ces conflits. Quoi qu'il en soit, le recours à la violence physique ("légitime" aux yeux des uns, "illégitime" selon les autres, avec de part et d'autre des efforts de légitimation ou de délégitimation) est aujourd'hui à coup sûr l'indice d'une crise profonde (politique, économique, sociale ou culturelle).

Plutôt que de conclure, terminons ce court article en proposant un prolongement de la réflexion au delà des limites des Etats nationaux. La pacification interne et la civilisation des moeurs au sein des Etats-nations modernes sont le résultat d'un long processus historique



dont rien ne permet d'ailleurs de penser qu'il est achevé. Le travail de maintien de la paix est toujours à recommencer. Ses instruments sont ambigus et d'un emploi délicat. Il y a fort à faire pour les perfectionner, notamment lorsque, dans une perspective démocratique, il s'agit de garantir la capacité de tous les groupes sociaux de participer à la définition des fins qu'ils doivent servir et des limites de leurs pouvoirs. Mais, sous l'angle de la violence physique, les cités médiévales étaient plus dangereuses que les métropoles et les Etats modernes.

En revanche, que ce soit au plan régional ou mondial, c'est aujourd'hui comme hier la loi du plus fort, l'emploi ou la menace de la violence physique qui régit les relations entre les Etats eux-mêmes. C'est qu'à ce niveau, il n'existe aucune force sociale détentrice du monopole de la violence légitime et capable - au besoin par la force - de réguler les relations entre Etats, d'empêcher les immixtions, les agressions, les invasions et les guerres. Dans cette situation, chaque Etat vit sous la menace d'être agressé par un Etat plus fort que lui. Tous sont entraînés dans une escalade d'accumulation d'armements de plus en plus meurtriers.

Le paradoxe de la situation peut devenir dramatique. D'un côté, au gré de la décolonisation et du développement économique et social, le modèle de l'Etat moderne, avec ses "dispositifs socio-techniques" de pacification interne et de civilisation des moeurs, se diffuse à travers le monde entier (dans des versions très inégalement démocratiques d'ailleurs). De l'autre côté, il se constitue entre ces Etats un potentiel de violence susceptible de les anéantir tous et l'espèce humaine avec eux.

Quelle est l'invention socio-technique qui permettrait de désamorcer ce cercle vicieux, ce système de dépendances où la rationalité de tous les éléments conduit à l'irrationalité la plus folle de l'ensemble? Aucun indice sérieux ne permet aujourd'hui de penser que se construira à court terme une force sociale capable de

réguler en toute légitimité les relations entre Etats du fait d'un monopole de la violence physique internationale. Peut-on d'ailleurs sans autre admettre qu'au plan des relations entre Etats ce dispositif du monopole de la violence physique légitime ferait ses preuves? Le système d'interdépendances économiques, politiques et culturelles qui prévaut actuellement dans un équilibre de forces précaire suffira-t-il à contenir le risque de déflagration majeure? Ne faut-il pas, beaucoup plus radicalement que ce n'est le cas, en orienter les effets vers une plus grande égalité entre les Etats pour réduire les plus grandes sources de tensions et de conflits? Ces questions resteront ouvertes ici. Chacun sait avec quelle urgence elles se posent en cette fin de siècle. Elles rappellent aussi que le plus formidable potentiel de violence et de destruction ne réside pas au sein des Etats (même s'il y a beaucoup à faire et peut-être à craindre à ce niveau), mais entre eux.

Tout ce qui peut contribuer à réduire ce danger doit être entrepris. Dans ce contexte, il convient certainement de s'interroger aussi sur l'adaptation de l'enseignement aux données réelles de ce temps et qui sont que nous vivons dans une société aux dimensions mondiales, d'un degré de complexité encore jamais atteint dans l'histoire de l'humanité, et qui cherche les mécanismes régulateurs capables d'empêcher son dérapage vers le cercle vicieux de la violence. Au moment où la mondialisation des rapports entre les hommes représente le défi majeur, la socialisation des jeunes ne peut pas rester inscrite dans des traditions nationalistes étroites. En matière d'enseignement, comme c'est déjà le cas en matière économique, scientifique et technologique, il est de plus en plus urgent d'ouvrir les horizons au-delà des limites des Etats même si la redéfinition des identités qui en découle doit entraîner quelques tensions.

**Walo Huttmacher et Michel Vuille**

Faculté de psychologie et des sciences de l'éducation  
et  
Service de la recherche sociologique  
Genève

**Références bibliographiques :**

- ELIAS Norbert, **La civilisation des moeurs**, Calmann-Lévy,  
Paris (1973) (édition originale 1939);  
**Zivilisation und Gewalt**, in *Lebenswelt und soziale  
Probleme*, Matthes Joachim (éd.), Campus Verlag,  
Frankfurt/Main (1980).
- WEBER Max, **Le savant et le politique**, Union générale d'éditions,  
Paris, 10/18, (1959) (éd. originale, 1919).

Genève, septembre 1986/0110w